

Monsieur le Président, j'ai été encouragé par tous les leaders que j'ai rencontrés. Ils veulent une paix durable dans la région. Seulement, ils ne sont pas encore prêts -- ou s'ils le sont, c'est avec prudence et méfiance -- à aller plus loin que la libération du Koweït pour s'attaquer aux problèmes qui les ont divisés pendant si longtemps. Mais une chose est sûre : ils doivent agir.

Faute de quoi, la course aux armements ne fera que prendre de l'ampleur.

Et les Nations Unies perdront le prestige que leur action concertée pour libérer le Koweït leur a valu.

Nous serions tous perdants.

Monsieur le Président, il ne s'agit là que d'un rapport provisoire à la Chambre, et je prendrai à nouveau la parole devant le Comité permanent dès la semaine prochaine.

Mes conversations de la semaine dernière m'ont fait mieux comprendre les attitudes qui prévalent dans une région secouée par des conflits profonds et dangereux. Le Canada sera désormais plus en mesure de jouer un rôle constructif dans l'apaisement de ces conflits et de profiter de la fin d'une guerre pour amorcer une paix réelle. Telle est notre volonté et telle est, j'en suis sûr, la volonté de tous les députés.

À l'heure où nos navires quittent le Golfe pour regagner le Canada, fiers de notre participation à une victoire, nous cherchons à nous en prendre aux sources du conflit. En juillet dernier, personne n'avait prévu l'invasion du Koweït, pas plus que l'intervention sans précédent des Nations Unies. Nous ne pouvons pas prévoir la tournure que prendront les événements dans les prochains mois; tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous avons une occasion de régler le conflit le plus complexe que le monde connaisse, et qu'il est dans l'intérêt du Canada de la saisir.